

# ICI *et* LÀ-BAS

Bulletin de Solidarité Mondiale a.s.b.l. – chaussée de Haecht, 579 – 1031 Bruxelles – Tél 02 246 38 81 – [www.solmond.be](http://www.solmond.be)



Nous voulons  
des vêtements  
de sport clean !

BE96-7995-5000-0005



**solidarité  
mondiale**

ensemble contre l'injustice sociale

# ICI & LA-BAS

n°107

Dans ce numéro

## ANALYSE

Transformer l'industrie textile :  
ça passe par nous !  
Focus sur les vêtements de sport

41



## ASIE

**Cambodge :**  
Fonder un syndicat m'a coûté  
mon emploi !

81



## AMERIQUE LATINE

**Guatemala :**  
Maquiladoras, de véritables zones  
de non-droits

101



## INTERNATIONAL

**Transparence :**  
Lever le voile sur les filières  
d'approvisionnement

121



## ACTIONS NORD

**Campagne #Vêtements clean :**  
Que pouvons-nous faire ?

141



## SOLIDARITÉ MONDIALE

a pour ambition de renforcer les mouvements sociaux dans le Sud pour qu'ils soient acteurs de changement et agents de développement en faveur de leur population locale. Financer ces partenaires là-bas et sensibiliser ici sur les enjeux internationaux de développement sont les principaux objectifs de notre organisation.

## SOLIDARITÉ MONDIALE

est l'ONG du Mouvement ouvrier chrétien et de ses organisations membres : CSC, ANMC, JOC, VF, EP.

## SOLIDARITÉ MONDIALE asbl

Chaussée de Haecht 579  
1030 Bruxelles  
Tél 02 246 38 81  
Fax 02 246 38 85  
solidarite.mondiale@solmond.be  
www.solmond.be  
Cpt : BE 96-7995-5000-0005

## Coordination générale

Jennifer Van Driessche

## Ont collaboré à ce numéro

Jean-Marc Caudron, Sara Ceustermans, Deborah Dysseler, Santiago Fischer, Stéphanie Vankeer, Jennifer Van Driessche

## Conception / MEP

Marie-Hélène Toussaint

## Photos couverture

© Charles Fox-Solidarité Mondiale

## Impression

Imprimerie Les Editions Européennes

Ici et Là-Bas est imprimé sur papier recyclé, encre végétale, en format économique.

Nos partenaires



LA COOPÉRATION  
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be



N°107

Avril-mai-juin 2017  
Editrice responsable :  
Antoinette Maia,  
chaussée de Haecht, 579  
1030 Bruxelles



■ PAR SARA CEUSTERMANS, CHARGÉE DE RECHERCHE & PLAIDOYER

# Signons pour des #vêtements clean!

**N**ous attendons de nos sportifs qu'ils soient « *clean* » en pratiquant leur sport... Pourquoi ne pas attendre la même chose de nos vêtements de sport et des marques qui les produisent ? Et qu'en est-il des tenues cyclistes ou des maillots de foot que l'on porte sur les terrains de sport en Belgique ? Sont-ils bien *clean* ? C'est le grand point d'interrogation.

Les sportifs de haut niveau peuvent subir un contrôle dopage à tout moment, mais nous ne savons pas vraiment où les entreprises de vêtements font produire leurs tenues.

On constate d'ailleurs les mêmes problèmes pour les vêtements de sport que pour l'ensemble du secteur de la production textile : la recherche incessante de coûts de production toujours plus bas conduit à de nombreuses violations des droits des travailleurs dans les pays de production. Avec trois problèmes récurrents pour les conditions de travail et de vie des travailleurs au début de la chaîne de production : salaire insuffisant pour vivre une vie décente, pas de liberté d'association et l'utilisation excessive de contrats de court terme par les employeurs.

La grande majorité des marques belges de vêtements de sport donnent peu de garantie à leurs clients sur le fait que leur production est réalisée dans des conditions de travail décentes. Leur argument ? « *Les sportifs et les clubs de sport ne s'y intéressent pas.* »

A nous de réfuter cet argument ! Avec la campagne #vêtementsclean, nous mettrons d'abord la pression sur les marques belges comme Jartazi, Bioracer, Patrick ou Vermarc, surtout connus comme fournis-

seurs de clubs de sport. En 2018, nous nous tournerons vers des marques internationales comme Nike, Adidas ou Decathlon.

Pour prouver aux marques que les Belges mordus de sport veulent des vêtements de sport produits dans de bonnes conditions de travail, nous avons besoin d'un nombre massif de signatures ! Le champion belge de cyclisme Philippe Gilbert est le premier à avoir apposé sa signature sur un maillot cycliste « *clean* ». Nous vous appelons à suivre son exemple et à signer notre pétition, sur le web ou sur papier, et à la diffuser ensuite autour de vous ! Encourageons les marques à faire des pas dans la bonne direction, celle du travail décent, ici et là-bas. ☘

## Une citation...

*« Si tu trembles d'indignation à chaque injustice, alors tu es un de mes camarades. »*

*Che Guevara*

## ... Une image



*Cambodge : depuis 2014, une mobilisation de longue haleine pour un salaire vital dans le secteur textile.*

# Transformer l'industrie

PAR JENNIFER VAN DRIESSCHE

*L'industrie de l'habillement est un exemple type de la globalisation. Nos vêtements sont vraiment des produits globaux : fabriqués d'un côté de la planète et vendus de l'autre. Les marques de vêtements telles que H&M, Nike, Zara, ... ont aussi bien des fournisseurs que des magasins à travers le monde. La concurrence globale entre les marques de vêtements mène à la violation des droits fondamentaux du travail dans les pays de production.*

L'industrie du textile est estimée annuellement à 420 milliards d'euros et emploie 25 millions de travailleuse-s dans plus de cent pays. Les filières de la mode constituent la deuxième filière mondialisée du monde après le pétrole.

Alors qu'en haut de la chaîne, les parts de marché se concentrent de plus en plus entre les mains d'une poignée de grandes marques, le bas de la chaîne a connu une énorme prolifération du nombre de pays et de fournisseurs qui peuvent fournir à ces entreprises. Cette inégalité offre aux marques de vêtements un énorme pouvoir d'achat qu'elles utilisent pour exiger des prix et des délais de livraison toujours plus bas. Conséquence : qu'ils

produisent des vêtements sportifs ou autres, les ouvriers indiquent tous trois problèmes majeurs concernant leur travail et leurs conditions de vie : l'absence d'un salaire vital, l'absence de liberté d'association et les contrats à court terme.

Ces problèmes ne sont pas nouveaux, au contraire. Cela fait plus de vingt ans que Solidarité Mondiale s'investit, avec une vingtaine d'autres organisations, dans la plateforme d'achACT-Actions Consommateurs Travailleurs,



# textile : ça passe par nous !



La Fair Wear Foundation (FWF) a été initiée en 1999 aux Pays-Bas. Il s'agit de la seule initiative européenne multipartite spécialisée dans l'habillement. A son conseil d'administration siègent des représentants de fédérations d'employeurs, de syndicats et d'ONG.


Les entreprises qui y adhèrent signent la charte de la FWF. Elles s'engagent à mettre en œuvre ce code, à contrôler les usines qui produisent pour leur compte et le cas échéant à y améliorer les conditions de travail.

La FWF compte une centaine d'entreprises membres. Il s'agit principalement de PME dont des entreprises de vêtements de travail, outdoor, vêtements promotionnels et vêtements de mode. Sept d'entre elles sont des entreprises belges, dont JBC et Bel&Bo.

anciennement « *campagne Vêtements Propres* », avec pour objectif d'améliorer les conditions de travail de celles et ceux qui produisent les vêtements que nous achetons. Selon nous, la solidarité entre les consommateurs et les travailleurs est essentielle pour améliorer les conditions de travail de celles et ceux qui produisent les vêtements que nous achetons.

Cette mobilisation, ancrée dans un réseau mondial, a donné un écho international à des centaines de luttes sociales dans des usines de confection. Depuis vingt ans, des milliers de travailleuses et de travailleurs ont gagné des combats pour faire respecter leurs droits. Des marques et enseignes veillent à mieux connaître leurs filières et à les contrôler. Toutefois, très peu d'entre elles remettent en cause leurs pratiques (pression sur les prix, mise en concurrence effrénée des fournisseurs, confirmation tardive de commandes, etc). Elles sont pourtant au cœur du système qui mène à la violation des droits et aux mauvaises conditions de travail.<sup>1</sup>

Il reste donc encore du pain sur la planche ! En 2014, les marques de mode belges ont été mises sous pression par Solidarité Mondiale pour réaliser des progrès en vue de meilleures conditions de travail dans leur filière. Et avec succès : suite à la campagne, JBC et Bel&Bo se sont affiliées à la Fair Wear Foundation (voir encadré). Les usines en Asie où ces entreprises font fabriquer leurs vêtements sont désormais contrôlées par cet organisme indépendant.

En 2017 et 2018, nous voulons poursuivre nos efforts et, ensemble avec toute une coalition d'organisations, nous nous tournons vers le secteur des vêtements de sport. 

80% des travailleurs qui produisent nos vêtements sont des femmes.

1. « Impacts de 15 ans de campagnes (1996-2011) » sur <http://www.achact.be/achACT-Impacts.htm>

# Focus sur le secteur des vêtements de sport

*Il est grand temps que les travailleurs au Cambodge ou en Indonésie puissent eux aussi marquer des points ! C'est le départ de notre campagne sur les vêtements de sport qui démarre en 2017. Pour faire des vêtements clean une réalité. <sup>1</sup>*

Le secteur des vêtements de sport connaît une croissance deux fois et demie plus rapide que le secteur de l'habillement en général. Une grande partie des vêtements de sport du marché européen sont produits en Asie, dans des pays tels que la Chine, le Vietnam, le Cambodge et l'Indonésie. Aussi bien les grands distributeurs, comme Intersport, Decathlon et Foot Locker, que les trois grandes marques Nike, Puma et Adidas, sous-traitent leur production à des usines en Asie depuis des années.

## Les marques internationales donnent le ton

Nike, Adidas et Puma dominent le secteur des vêtements de sport. La concurrence entre les « Big Three » est très intense et résulte en des dépenses de marketing et de sponsoring faramineuses : plus de six milliards d'euros en marketing et activités de sponsoring en 2015 ! Pour stimuler les ventes de leurs vêtements de sport, les marques utilisent la publicité lors d'événements sportifs majeurs tels que les Jeux Olympiques.

Les marques de sport veulent évidemment rester rentables et rémunérer royalement leurs actionnaires. Les énormes investissements en marketing et sponsoring sont compensés par des économies ailleurs dans les dépenses, ce qui a des conséquences directes sur les travailleurs de l'habillement.

Elles tentent d'organiser leur production au meilleur marché possible. Pour chaque modèle de chaussures, elles déterminent d'abord le prix de vente

et la marge de bénéfices souhaités, et seulement ensuite les frais de production maximaux par pièce. Sur base de ces éléments, elles déterminent avec les fournisseurs quels matériaux elles vont utiliser, combien de minutes sont nécessaires pour monter une pièce, et combien seront payés les ouvriers. Dans cette approche, ce sont les travailleurs de l'habillement qui sont le dindon de la farce. Un exemple concret (voir ci-dessous) : le T-shirt des supporters de l'équipe nationale de football allemande coûte 85 euros, alors que l'ouvrière qui l'a fabriqué reçoit 0,60 euros. La marge de bénéfices pour Adidas s'élevé à 24,30 euros.<sup>2</sup>

## Le marché belge

Beaucoup de tenues sportives que l'on peut acheter en Belgique sont vendues par de grandes chaînes de distribution de sport étrangères. En Belgique, on trouve cinq grandes



*La solidarité entre les consommateurs et les travailleurs est essentielle pour améliorer les conditions de travail de celles et ceux qui produisent les vêtements que nous achetons.*


marques sur ce marché : Decathlon, Sports Direct, Intersport, JD et Foot Locker. A côté de Adidas, Nike et Puma, les distributeurs vendent aussi leurs propres marques. Leurs chiffres d'affaires se comptent en milliards.

Ces chaînes de distribution de sport mettent l'accent dans leurs publicités sur une image jeune, active, en bonne santé, tout en gardant le silence sur les travailleurs de la production. Un article de Test-Achats<sup>3</sup> montre que toutes ces chaînes souffrent des mêmes maux : elles n'accordent que peu d'attention aux conditions de travail, ainsi qu'aux impacts environnementaux, en contraste douloureux avec l'image que ces marques souhaitent renvoyer.

Comparé aux « Big Three », il n'existe pas vraiment de grandes marques de sport belges. Les marques belges qui produisent des vêtements de sport font surtout des tenues personnalisées destinées aux équipes pour les clubs et sont donc surtout connues des sportifs, et en moindre mesure du grand public. Les plus « importantes » qui vendent des vêtements de sport pour le football et le cyclisme, sont Bioracer, Vermarc, Jartazi, Patrick et G-Skin. Un critère important dans le secteur des tenues d'équipe personnalisées est - outre le prix - un délai de livraison rapide. La concurrence entre les marques est grande, ce qui a évidemment des conséquences pour les fournisseurs.

## « Belge = éthique » ?

Aucune entreprise de vêtements de sport belge ne communique à propos de sa filière de production, ni de sa politique de RSE (responsabilité sociale de l'entreprise). De par nos contacts, nous savons que certaines entreprises s'inquiètent de l'aspect 'humain et environnemental' de leur gestion commerciale, mais cela ne se retrouve ni sur leur site Internet, ni dans leurs rapports annuels. Elles n'ont pas non plus de rapports indépendants à présenter concernant les démarches concrètes qu'elles entreprennent.

La présente campagne vise à interpeller les entreprises belges qui produisent des vêtements de sport pour faire du slogan « belge = éthique », une réalité ! 



Une campagne pour des vêtements de sport propres à l'initiative de la CSC, la CSC Sporta, l'ACV-CSC METEA, la CNE, la CSC Alimentation et Services, la CSC Services publics, énéoSport, Altéo, en collaboration avec achACT. Animée par **Solidarité Mondiale**.

**En savoir plus : [www.vetementsclean.be](http://www.vetementsclean.be)**

Découvrez aux pages 14 et 15 comment y prendre une part active !

1. Cet article est extrait de la brochure de campagne « nous voulons des vêtements de sport clean » (28p. - disponible sur [www.vetementsclean.be/campagne](http://www.vetementsclean.be/campagne)).

2. Foul Play (2016), Sponsors Leave Workers on the Sidelines, BASIC Bureau for the Appraisal of Social Impacts and Costs 2016.

3. Test-Achats (2016) vêtements de sport pas éthiques et peu écologiques. Test-Achats 610. [www.test-achats.be](http://www.test-achats.be). Juillet/Août 2016.

## Cambodge

# Fonder un syndicat m'a

*Derrière les constats se cachent des jeunes femmes et des jeunes hommes qui travaillent dur pour une vie meilleure, dans des conditions éprouvantes. Découvrons l'histoire de Yorn Theory, qui a pu bénéficier de l'appui de C.Cawdu dans sa tentative de mettre en place une branche locale dans son entreprise.<sup>1</sup>*

**Y**orn Theory, âgée de 24 ans, travaille depuis quatre ans dans l'usine Din Han qui produit notamment des vêtements pour Adidas. Theory travaille dix à douze heures par jour, six jours par semaine. Heures supplémentaires comprises, elle gagne seulement entre 220 et 230 dollars (soit environ 178 euros) par mois. Au printemps 2015, Theory a décidé de créer une branche locale du syndicat C.CAWDU. Partenaire de Solidarité Mondiale et de la CSC, c'est le plus grand syndicat indépendant cambodgien qui œuvre pour défendre les droits des travailleurs de l'habillement. Ce syndicat est notamment impliqué dans les négociations sur le salaire minimum et entre régulièrement en dialogue avec les marques de sport.

*« Nous étions à l'époque sous très forte pression de la part de la direction. Nos contremaîtres nous insultaient et enrageaient lorsqu'on faisait la moindre erreur. Nous avions par le passé déjà eu un syndicat à l'usine, mais il ne faisait rien pour les travailleurs. Nous nous sommes dit que nous avions besoin d'un nouveau syndicat pour défendre nos droits. »*

Cette décision n'a pas été bien accueillie. Theory, qui était cheffe de production du département découpes, a été licenciée par la direction, une punition souvent appliquée par les usines lorsque les ouvriers adhèrent à un syn-



*Yorn Theory témoigne : « Si les marques faisaient en sorte que nous ayons un bon salaire minimum, nous ne devrions plus faire d'heures supplémentaires tous les jours pour survivre. »*



# coûté mon emploi !


dicat indépendant. *« Ils ont dit qu'il n'y avait plus de travail pour moi, mais ça n'avait aucun sens. Nous avions énormément de travail et devons faire des heures supplémentaires tous les jours pour terminer les commandes. La véritable raison de mon licenciement était que j'avais fondé un syndicat. »*

Une tentative de C.CAWDU de lui faire récupérer son emploi via le Ministère du Travail resta sans résultat. Ce n'est seulement qu'après que le syndicat ait incité Adidas à entrer en dialogue avec l'usine qu'elle a été réengagée. Elle a maintenant le droit de défendre ses collègues au nom du syndicat. *« C'est vraiment très difficile d'organiser quoi que ce soit. On me tient constamment à l'œil et parfois, ils font même des photos de moi quand je parle avec un collègue. Ils veulent m'empêcher d'attirer plus de nouveaux membres au syndicat. Notre syndicat compte actuellement 420 membres dans l'usine, mais sur 2000 travailleurs, cela ne suffit pas pour taper du poing sur la table. »*

La travailleuse soupire profondément. En juin dernier, elle a accouché de son deuxième enfant. Il est né en mauvaise santé et est décédé un mois après sa naissance. *« La veille de la naissance, je travaillais encore à l'usine. Comme il fait très sale et qu'il y a un mauvais climat, j'avais beaucoup de problèmes d'estomac à l'époque. Le médecin m'a dit que c'est ça qui a coûté la vie à mon enfant. »*

Comme nombreux de ses collègues, Yorn Theary doute que les marques telles qu'Adidas, Puma et Reebok soient suffisamment au courant de la réalité des situations dans les usines. *« Je voudrais qu'ils connaissent la réalité de notre situation. Si les marques faisaient en sorte que nous ayons un bon salaire minimum, nous ne devrions plus faire d'heures supplémentaires tous les jours pour survivre. Si les marques de vêtements veulent réellement contribuer à l'amélioration des libertés syndicales, elles doivent placer leurs*

*commandes dans des usines où le droit d'association et le droit aux négociations collectives sont respectés par le biais d'un syndicat qui fonctionne bien. »*

Le droit d'association et le droit aux négociations collectives sont des Droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Ils offrent aux ouvriers un cadre leur permettant de se défendre et de négocier leurs conditions de travail avec les dirigeants de l'usine. Ces droits sont pourtant bafoués, aussi bien par la loi que dans la pratique, dans de nombreux pays producteurs. Gouvernements et dirigeants d'usine sont souvent hostiles aux syndicats indépendants et refusent même de les reconnaître. Les membres de syndicats sont également souvent victimes de licenciement, de discrimination, de harcèlement, d'intimidation ou de représailles. Les marques ont donc une responsabilité importante dans le choix et le rapport qu'elles établissent avec leurs fournisseurs. 

1. Cet article est extrait de la brochure de campagne « nous voulons des vêtements de sport clean » (28p. – disponible sur [www.vetementsclean.be/campagne](http://www.vetementsclean.be/campagne)).

**Gouvernements et dirigeants d'usine sont souvent hostiles aux syndicats indépendants et refusent même de les reconnaître. Les membres de syndicats sont également souvent victimes de licenciement, de discrimination, de harcèlement, d'intimidation ou de représailles.**



## Guatemala



# Maquiladoras : de véritables zones de

PAR SANTIAGO FISCHER

*Les « maquiladoras » fonctionnent à plein régime au Guatemala pour assouvir la soif de bénéfices d'une certaine oligarchie économique et cela, avec le blanc-seing du pouvoir politique. Plus de deux cent cinquante mille travailleuses et travailleurs se pressent chaque matin à l'entrée de ces usines textiles, là où leurs droits du travail sont bafoués.*

**L**e pays, sous prétexte de favoriser les investissements étrangers et la création massive d'emplois, a mis en place un panel de lois et règlements afin de faciliter l'installation des usines de textiles, dites « maquiladoras ».

Ces usines fabriquent des vêtements qui viennent ensuite inonder les pays du monde entier. L'État offre des cadeaux fiscaux qui permettent aux huit cent quinze entreprises enregistrées d'engranger chaque année des bénéfices records tout en payant un minimum d'impôts. On estime ainsi que le Trésor public du Guatemala perd chaque année cent trente millions de dollars à cause de ces mesures.

## Découverte et solidarité

En 2016, Solidarité Mondiale et ses partenaires d'Amérique latine venus de Bolivie, du Brésil, de République dominicaine et du Pérou ont organisé une visite de terrain dans des usines « maquiladoras » du Guatemala. Ensemble, ils ont découvert les conditions de travail désastreuses vécues par les milliers de travailleuses et travailleurs du textile. Une participante a témoigné : « Ces usines sont des zones de dégradation, où l'on perd sa dignité et son humanité... Les inégalités y sont affolantes. »

Les participants ont pu découvrir des stratégies de résistance que les organisations sociales et les syndicats locaux, également partenaires de Solidarité Mondiale, mettent en place afin d'améliorer les conditions de travail.

Cette visite de terrain a également permis de créer un réseau de solidarité, sensible à cette problématique, capable de se mobiliser à l'échelle internationale pour faire pression afin de faire cesser ces abus. L'adage « Ensemble, on est plus forts » s'applique à merveille à cette lutte !

*Dans les usines maquiladoras, les femmes peuvent enchaîner des journées de 10h de travail, sans pause.*



© wikimedia commons

# non-droit

## Humiliations et agressions

Mais ce favoritisme ne bénéficie pas du tout aux travailleur-euse-s, loin de là ! Le code du travail, censé les protéger, y est royalement ignoré.


Les salaires oscillent aux alentours de trois cents dollars par mois et les conditions de travail y sont exécrables. Les jeunes femmes sont particulièrement visées par des mesures discriminatoires et vexatoires. Elles ne bénéficient pas de temps de repos suffisant, sont obligées de retirer leurs vêtements devant des hommes pour prouver qu'elles ne subtilisent pas de la marchandise et sont parfois interdites de manger dans la cantine collective. Elles sont victimes d'extorsions perpétrées par des bandes armées qui agissent avec la complicité des dirigeants de l'entreprise, que ce soit à l'intérieur ou en sortant de l'usine. Elles n'ont pas le droit de prendre des vacances, subissent des journées à rallonge, alors qu'elles doivent bien souvent s'occuper de leurs enfants à la maison. Enfin, elles sont victimes d'agressions psychologiques et physiques, et cela en toute impunité.

## S'organiser !

Ce n'est pas pour rien qu'un des partenaires de Solidarité Mondiale, la Confédération générale des Travailleur-euse-s du Guatemala (CGTG) qualifie ces usines de « camps de concentra-

tion », tant y travailler s'avère un enfer. Selon la CGTG, il s'agit bien du secteur qui exploite le plus violemment les travailleuses et travailleurs dans le pays.

Les syndicats tentent de s'organiser afin d'améliorer les conditions de travail. Mais malheureusement, la répression y est féroce. Les dirigeants n'hésitent pas à employer l'arme des licenciements massifs afin de décourager toute forme de contestation sociale. Malgré cela, les partenaires de Solidarité Mondiale, dont la CGTG, continuent à œuvrer afin de faire respecter le droit fondamental à l'association ainsi qu'à la négociation collective, tels que prônés par l'Organisation internationale du Travail (OIT) dans différentes conventions... pourtant ratifiées par le Guatemala.

Les luttes sociales sont le seul moyen pour établir un rapport de force afin d'engranger des victoires, pas à pas. Et cela paie ! Récemment, les syndicats ont obtenu que la prestation des heures supplémentaires ne soit plus obligatoire. Le chemin vers plus de justice sociale est encore long, mais une organisation massive des travailleuses et travailleurs, couplée à une solidarité internationale favorisée par l'action de Solidarité Mondiale et d'autres mouvements sociaux internationaux permet aux personnes exploitées de ne plus avoir peur des patrons et d'élever la voix afin de revendiquer leur droit fondamental à des conditions dignes de travail. 



© wikimedia commons

*La lutte pour de meilleures conditions de travail passe par des travailleuses et travailleurs mobilisés afin de réclamer leurs droits !*

# Transparence : lever le d'approvisionnement

*Savez-vous comment vos vêtements sont fabriqués ? Dans quelles conditions ? Nous non plus ! Le 24 avril 2013, le Rana Plaza, un bâtiment de neuf étages qui hébergeait cinq usines de confection, s'effondre à Dhaka, la capitale du Bangladesh. Le bilan est lourd : 1.138 tués et plus de 2.000 blessés. Autant de femmes et d'hommes qui fabriquaient des vêtements pour le compte de grandes enseignes occidentales. La seule manière d'identifier les entreprises européennes clientes de ces usines et de leur demander d'assumer leurs responsabilités fut de fouiller les décombres à la recherche des étiquettes...*

**D**epuis lors, quatre ans ont passé. Le temps est venu d'exiger la transparence sur l'ensemble de cette industrie. Les mobilisations citoyennes de cette dernière décennie ont poussé un nombre croissant d'enseignes internationales à publier des informations sur les usines qui confectionnent leurs produits. Mais de trop nombreuses filières d'approvisionnement restent encore dans l'ombre.

La publication d'informations par les marques d'habillement sur les usines de leurs fournisseurs contribue à promouvoir les droits des travailleuses et des travailleurs et permet aux syndicats et aux autres défenseurs des droits humains d'alerter les entreprises clientes sur les violations des droits dans l'usine d'un fournisseur. Cela permet aussi d'indemniser plus rapidement les victimes.

L'industrie a besoin de standards minimaux pour publier des informations sur les filières d'approvisionnement. Pour y arriver, la plateforme achACT et une coalition de neuf syndicats et organisations internationales de défense des droits humains<sup>1</sup> ont lancé le « *Pacte pour la Transparence* ». Ensemble, ils ont interpellé septante-deux entreprises pour qu'elles publient les noms et les adresses de leurs fournisseurs, le nombre de leurs travailleurs, leurs types de produits et le cas échéant, les informations sur leurs sociétés mères avant fin 2017.

À ce jour, vingt-deux marques et enseignes, dont treize connues sur le marché européen, s'engagent vis-à-vis de ce Pacte. achACT et la coalition internationale incitent d'autres marques à y adhérer et lancent une pétition demandant à Primark, Armani, Forever 21, Ur-

*Action d'interpellation de la Commission européenne, menée par achACT à l'occasion du quatrième anniversaire de l'effondrement du Rana Plaza, le 24 avril 2017*



©achACT

1. Clean Clothes Campaign, Human Rights Watch, IndustriALL Global Union, UNI Global Union, CSI, ICAR, ILRF, Maquila Solidarity Network, et WRC.

# voile sur les filières


PAR JEAN-MARC CAUDRON, ACHACT

ban Outfitters, et Walmart de mettre en œuvre le Pacte. Pour la signer, rendez-vous sur le site [www.achact.be/transparence](http://www.achact.be/transparence)

## L'Europe doit imposer la transparence des filières !

Lorsque le Rana Plaza s'est effondré, il n'a fallu que quelques heures pour identifier les entreprises américaines et canadiennes clientes. Les organisations de défense des travailleurs ont simplement mené des recherches dans des bases de données d'importation accessibles. Par contre, ni l'Union européenne, ni ses États membres n'étaient en mesure de fournir de telles informations.

Le 24 avril 2017, en écho à la commémoration du 4<sup>e</sup> anniversaire de l'effondrement du Rana Plaza, le Parlement européen a adopté un rapport sur le secteur de la confection, qui présente un bon équilibre entre la nécessité de soutenir des initiatives volontaires, et la nécessité d'élaborer des propositions législatives dans le but de fixer des règles minimum, en particulier en ce qui concerne la transparence des filières d'approvisionnement et la diligence raisonnable en matière de droits humains.

En soutien de ce rapport, et à l'initiative d'achACT, septante-neuf organisations de défense des droits humains<sup>2</sup>, dont Solidarité Mondiale, ont appelé dans une lettre ouverte la Commission européenne à établir des règles minimum pour que les entreprises publient régulièrement les données sur toutes les unités de production de leur filière d'approvisionnement et assument leur devoir de vigilance quant au respect des droits humains dans celle-ci. La Commission européenne n'a pas encore répondu. 

2. Dont la Clean Clothes Campaign, Human Rights Watch, IndustriALL Europe, la Confédération Syndicale Internationale et Solidarité Mondiale. La liste complète est disponible sur [http://www.achact.be/upload/files/transparence/Appel%20sur%20la%20transparence\\_FR.pdf](http://www.achact.be/upload/files/transparence/Appel%20sur%20la%20transparence_FR.pdf)

VÉRIFIEZ SI VOTRE MARQUE S'ENGAGE POUR LA TRANSPARENCE :

Abercrombie & Filch	Inditex (Zara, Bershka, Pull&Bear)
Adidas	Levi Strauss
ALDI	Lidl
Amvans	Mango
ASICS	Marks & Spencer
Benetton	Mizuno
Bestseller (Jack&Jones)	New Balance
C&A	New Look
Carrefour	Nike
Columbia	Patagonia
Decathlon	Pentland
Desigual	Primark
Disney	Puma
Esprit	PVH Corporation (Calvin Klein, Tommy Hilfiter)
Fast Retailing (UNIQLO)	Ralph Lauren
Foot Locker	Sports Direct
Forever 21	Under Armour
GAP	Urban Outfitters
G-Star RAW	VF Corp. (North Face, Wrangler, Lee)
H&M	Walmart
Hudson's Bay Company (Inno)	
Hugo Boss	

LEGENDES:

Alignement complet ou quasi complet sur le Pacte	Un bon début mais des efforts restent nécessaires	Opaque
--	---	--------



*Pacte Transparence : le rapport « Tirez le fil » présente les réponses des entreprises contactées et compare leurs pratiques actuelles. Plus de détails sur : [www.achact.be/transparence](http://www.achact.be/transparence)*



achACT-Action Consommateurs Travailleurs est, depuis 20 ans en Belgique francophone, une plateforme composée de 23 organisations (syndicats, ONG, organisations de consommateurs, de commerce équitable et de défense des droits humains).

Solidarité Mondiale en est membre actif. achACT veut contribuer à renforcer les travailleurs dans des secteurs de l'industrie légère largement mondialisés où les femmes constituent la majorité de la main-d'œuvre.

# Toutes et tous en action pour des vêtements clean !

PAR JENNIFER VAN DRIESCHE

*Ce 2 avril 2017, exploit monumental de Philippe Gilbert qui remporte le Tour de Flandre... et lance ainsi sur une note victorieuse notre campagne pour des #vêtementsclean, dans laquelle il s'engage comme ambassadeur. Vous aussi, réclamez avec nous des vêtements «clean» aux entreprises belges de vêtements de sport, afin que les travailleur-euse-s qui fabriquent nos vêtements puissent eux/elles aussi marquer des points !*

**L**e 1<sup>er</sup> avril 2017, près de seize mille amateurs de cyclisme ont couru le Tour de Flandres Cyclo. Exceptionnellement, certains d'entre eux ont dû subir un contrôle anti-dopage inopiné... de leur maillot ! Alors, clean ou pas clean ? Une façon de les sensibiliser à l'origine de leurs tenues de sport, qui a fait l'objet d'une action de presse et d'une vidéo de sensibilisation qui a été diffusée sur Internet via les réseaux sociaux. Et début juillet, pour le passage du Tour de France à Liège et Verviers, nous remettrons ça !

« Clean » est un terme typiquement sportif, qu'on associe avec des « jeux sans triche », et reflète ce que nous attendons des marques de sport belges : que les vêtements qu'elles produisent (et que nous portons !) soient produits dans des conditions de travail équitables.

Il est possible d'agir facilement et directement, voici quelques pistes d'action :

## ► SIGNER LA PÉTITION

Nous avons besoin d'énormément de signatures pour montrer aux marques de sport que les sportifs, les clubs de sport, les consommateurs et les organisations belges veulent réellement voir une amélioration des conditions de travail dans les pays producteurs.

Le fameux coureur cycliste Philippe Gilbert, a été le premier à s'engager pour notre campagne. Suivez son exemple et signez la pétition, en ligne ou sur papier et partagez-la sur les réseaux sociaux. Encouragez aussi votre club sportif, vos amis, vos collègues, l'entreprise où vous travaillez, à participer !

## ► FAIRE VALOIR VOTRE INFLUENCE !

En tant que club sportif, organisateur d'un événement sportif, conseil communal ou association, vous avez le bras long ! En effet, vous pouvez avoir un impact considérable sur les marques de sport parce que vous achetez



20 km de Bruxelles 2017 : une belle équipe de coureurs solidaires pour des vêtements clean !

leurs produits, ou que vous êtes sponsorisés par elles.

Les marques de sport nous disent : « *Nous ne recevons jamais aucune question sur nos vêtements de la part des clubs sportifs ou des événements sportifs. S'il y avait une pression de leur part, cela nous motiverait à faire des démarches dans cette direction.* »

Voilà un but bien dégagé : à vous de shooter la balle pour marquer le but et inciter ainsi les marques de sport à une prestation de haut niveau !

### ► ACHETER DES VÊTEMENTS «CLEAN»

Mais où ? A la recherche d'une alternative pour vos achats ? Voici des solutions :

1. Pour vos achats, allez faire un tour sur le site Internet de la Fair Wear Foundation : sur [www.fairwear.org](http://www.fairwear.org), vous trouverez toutes les marques qui en sont membres et qui peuvent donc offrir des garanties de bonnes pratiques. Dans le secteur des vêtements de sport, les entreprises suivantes sont membres de la Fair Wear Foundation: Salewa, Gonso, Maier Sports, Odlo, Deuter, Dynafit, Haglöfs, Jack Wolfskin, Sprayway et Vaude.
2. A la recherche de t-shirts de sport à faire imprimer pour votre club ou votre organisation ?
  - Faites un appel d'offres via le site : [www.achact.be/tshirts](http://www.achact.be/tshirts)
  - Contactez l'entreprise ACP ([www.acpinfo.be](http://www.acpinfo.be)). Elle distribue de nombreuses marques affiliées à la Fair Wear Foundation, telles que Gonso ou SOL.

### ► SOUTENIR FINANCIÈREMENT LES TRAVAILLEUSES DU TEXTILE

Votre soutien financier est nécessaire. N'hésitez pas :

- Faites un don (en ligne) pour les travailleuses du textile en Asie via le numéro de compte suivant : **BE96-7995-5000-0005** (Solidarité Mondiale)
- Devenez sportif solidaire et faites-vous sponsoriser. Plus d'infos: [www.vetementsclean.be/agir](http://www.vetementsclean.be/agir)

Votre don ira vers nos partenaires syndicaux au Cambodge, au Bangladesh et en Indoné-



sie qui luttent pour de meilleures conditions de travail dans le secteur de la production textile, comme de meilleurs salaires, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale.

*Pour des dons qui dépassent 40 euros sur base annuelle, vous recevrez une attestation fiscale.* ☺

 **Partager,**  **Liker sans modération**

Faites entendre votre voix ! Partagez et likez la pétition en ligne et les petites vidéos et articles que nous posterons sur Facebook, Twitter ou le site Internet de votre organisation. Chaque contribution compte !



**Philippe Gilbert :**  
« Je roule en vêtements  
clean, faites comme moi »



## PHILIPPE GILBERT SIGNE POUR DES VÊTEMENTS CLEAN.

Il y a de fortes chances que votre maillot de sport ait été fabriqué dans des conditions inhumaines. Vous pouvez agir ! Donnez aux ouvrières du textile un salaire vital et la sécurité sur leur lieu de travail en faisant comme Philippe Gilbert : signez notre pétition sur [vetementsclean.be](http://vetementsclean.be). Ensemble, incitons les marques de sport à produire des vêtements propres !

Une campagne pour des vêtements de sport propres à l'initiative de la CSC, la CSC Sporta, l'ACV-CSC METEA, la CNE, la CSC Alimentation et Services, la CSC Services publics, énéoSport, Altéo, en collaboration avec achACT. Animée par Solidarité Mondiale.



[www.solidmond.be](http://www.solidmond.be) • Merci pour vos dons • Cpt : BE96-7995-5000-0005

Solidarité Mondiale dans votre région

Brabant Wallon : Boulevard Fleur de lys 25-1400 Nivelles - 067721.89.91 • Bruxelles : rue Pléiades 19-1000 Bruxelles - 027508.89.60 • Charleroi : Boulevard Tirou 167-6000 Charleroi - 07131.22.56  
• Hainaut Occidental : Avenue des États-Unis 10 bte 8-7500 Tournai - 06988.07.62 • Hainaut Centre : rue Marguerite Benoets, 10-7000 Mons - 06535.39.63 • Liège : rue Saint-Gilles 29-4000 Liège  
- 04232.61.61 • Luxembourg : rue des Déportés 39-6700 Arlon - 063721.87.33 • Namur : Place l'Illon 17-5000 Namur - 08122.68.71 • Verviers : rue du Palais 25-4800 Verviers - 08733.77.07

